

2016

COMALACE

Contribution des Organisations Maçonnes Adogmatiques et Libérales à la Construction Européenne

Can ARINEL (GLLT-Turquie), BONETTI Dominique (GLFF-France), BREUIL Josette (FFDH- France), Jean-François BROUSSE (GO-Luxembourg), Jeannine CHAMBON-FONTAINE (GLFF-France), Marc-Henri CHAROTON (GOS-Suisse), Anne-Marie CUBRIS (GLFF-France), Jean DE BRUEKER (FBDH-Belgique), Jean-Louis DOMERGUE (GODF-France), Maria da Graça GOMES (FPDH-Portugal), Gérard LIORET (GLDF-France), Jean MASSAD (GLDC-Liban), Denise OBERLIN (GLFF-France), Ina PIPERAKI (OMI Delphi- Grèce), Joan Francesc PONT (GLSE-Espagne), Mireille RAUNET (FFDH-France), Christiane RECH (FFDH-France), Jean-Michel REYNAUD (GODF-France), Estrella ROJO (FEDH-Espagne), Henri SYLVESTRE (GODF-France), Alain TIRARD (GLMU-France).

**Comment nos valeurs peuvent
réenchanter la jeunesse européenne ?**



Synthèse

Comment nos valeurs peuvent réenchanter la jeunesse européenne ?

La crise que traverse l'Europe nécessite un nouveau regard sur la société afin de promouvoir un changement profond et durable de gouvernance, une réforme tant européenne que mondiale. Tout cela doit aboutir à l'avènement d'un **nouvel Humanisme**.

A la crise existante sont venues se rajouter, une crise de la démocratie, une crise de la liberté d'expression et de la sécurité, une crise identitaire, une crise des valeurs humanistes, une profonde crise politique notamment en Europe et une crise liée à l'accueil des réfugiés. Tout cela produit une impasse extraordinaire. L'Europe, projet pour la paix, est mise en question par ses citoyens et rien ne permet de voir l'issue d'une solution ; par contre, nous nous trouvons dans un cercle vicieux qui prend la forme d'une spirale destructive de la cohésion sociale et du vivre-ensemble.

En effet, sans **changement profond et durable de paradigme, de modèle de société**, nous n'en sortirons jamais, et cette crise aboutira inévitablement à provoquer des révolutions et de graves ressentiments au niveau mondial.

Et Il faut que le résultat de cette gouvernance se traduise par une amélioration de la qualité démocratique des politiques européennes, - avec des dirigeants politiques représentatifs - et de la forme dans laquelle les européens sont gouvernés, tant par les institutions de l'Union que par les Etats Nationaux. **Il est nécessaire que les principes fondamentaux que nous apprécions tant, - liberté, égalité, fraternité, laïcité, démocratie - soient fondus dans cette nouvelle gouvernance, plus horizontale, plus proche des citoyens**. C'est une nouvelle façon de faire de la politique, façon fort appréciée par notre jeunesse.

Cette génération considérée comme perdue, trop souvent victime d'ajustement, est la première victime de la situation économique. Une profonde réforme de la société s'impose, et nous proposons des objectifs des suggestions, en faveur notamment de notre jeunesse.

En proposant la Création d'une **Charte de cohésion sociale et de solidarité**, et en premier lieu la re-démocratisation de nos sociétés, nous insistons sur le fait que des lois ne peuvent pas être passées soit par des mémorandums ou ordonnances ; les peuples ne le supportent plus, nos jeunes encore moins.

L'espoir est une caractéristique majeure et nos multiples propositions tendent à en donner. Nous insistons particulièrement sur le vivre ensemble, la laïcité et la solidarité.

En Conclusion, nous rappelons qu'en retrouvant le sens de la justice et en œuvrant à une politique sociale, l'Europe trouverait le sens des solidarités constitutives du ciment qui doit nous unir.

C'est le sens des **nombreuses propositions** que nous formulons.

Pour une nouvelle gouvernance européenne

La crise que traverse l'Europe nécessite un nouveau regard sur la société afin de promouvoir un changement profond et durable de gouvernance, une réforme tant européenne que mondiale. Tout cela doit aboutir à l'avènement d'un nouvel Humanisme.

A la crise existante sont venues se rajouter, une crise de la démocratie, une crise de la liberté d'expression et de la sécurité, une crise identitaire, une crise des valeurs humanistes, une profonde crise politique notamment en Europe et une crise liée à l'accueil des réfugiés. Tout cela produit une impasse extraordinaire. L'Europe, projet pour la paix, est mise en question par ses citoyens et rien ne permet de voir l'issue d'une solution ; par contre, nous nous trouvons dans un cercle vicieux qui prend la forme d'une spirale destructive de la cohésion sociale et du vivre-ensemble.

Car cette crise est la pire que le monde ait connu depuis celle des années trente au siècle dernier, elle est devenue polymorphe et sa durée est le moteur qui multiplie les sources des problèmes et des difficultés.

En effet, sans changement profond et durable de paradigme, de modèle de société, nous n'en sortirons jamais, et cette crise aboutira inévitablement à provoquer des révolutions et de graves ressentiments au niveau mondial.

L'intérêt collectif et la synergie de tous les partenaires sociaux nécessitent de se substituer à l'individualisme d'aujourd'hui ; l'économie et la finance doivent être au service de l'humanité, éloignées de la cupidité et de la spéculation des années passées. De nombreuses propositions concrètes, qui favorisent l'émergence d'une nouvelle ère économique et sociopolitique, - une nouvelle gouvernance Européenne - sont nécessaires pour nous, afin de réenchanter l'Europe et la jeunesse européenne.

Et Il faut que le résultat de cette gouvernance se traduise par une amélioration de la qualité démocratique des politiques européennes, - avec des dirigeants politiques représentatifs - et de la forme dans laquelle les européens sont gouvernés, tant par les institutions de l'Union que par les Etats Nationaux. Il est nécessaire que les principes fondamentaux que nous apprécions tant, - liberté, égalité, fraternité, laïcité, démocratie -soient fondus dans cette nouvelle gouvernance, plus horizontale, plus proche des citoyens. C'est une nouvelle façon de faire de la politique, façon fort appréciée par notre jeunesse.

Par l'actualité d'aujourd'hui nous constatons que la Commission Européenne en est consciente ; nous nous référons aux deux toutes dernières propositions de lois de la part de Monsieur le Premier Vice Président Frans Timmermans, l'une présentée le 4 mai 2016 sur un nouveau projet concernant le « Système Européen Commun d'Asile » et le 26 mai 2016 par l'expression de son appui à l'innovation, le renforcement du rôle des PME et la nécessité d'un projet d'Economie Circulaire.

C'est pourquoi nous devons prendre soin que les menaces et les dangers auxquels la société ouverte, dynamique et fragile du XXI siècle fait face, ne contaminent pas le projet de la nouvelle et bonne gouvernance que nous proposons.

Il faut construire la citoyenneté européenne par une politique sociale

Nous avons proposé l'institution d'une citoyenneté européenne pour les migrants indépendante du statut de la nationalité d'un État, montré qu'il était indispensable que le système fiscal soit unifié entre les pays membres, fait comprendre que les idéaux et les valeurs humanistes portées par le projet d'Union Européenne ont besoin pour vivre d'être ressentis par les peuples comme fondements constitutifs d'une Patrie commune.

L'Europe souffre de plusieurs maux : elle est inaudible, sur les grands problèmes et elle est absente, ou au moins peu présente, sur les grands enjeux. Au regard des problèmes des citoyens et notamment des jeunes – qui subissent trop souvent un chômage endémique et une situation économique dégradée –, l'Europe paraît hors champ. C'est le réenchancement de la jeunesse européenne autour de nos valeurs qui pourra réenchanter l'Europe.

Quelques observations pour bien symboliser les valeurs auxquelles nous nous référons nous permettront de mieux en appréhender toute la problématique, notamment pour la jeunesse européenne :

L'Union Européenne se construit autour de valeurs mises à mal par une mondialisation qui ne garantit plus l'amélioration du niveau de vie de la majorité des citoyens, voire conduit à leur précarisation, et entraîne inégalités et déconstruction de l'état social, dans un environnement menacé et confronté à la montée des populismes.

Les Institutions européennes apparaissent très éloignées des préoccupations quotidiennes des citoyens qui se sentent réduits à de simples figurants ; un sentiment très fort pour les jeunes générations.

Pire, la politique européenne est le plus souvent vécue comme favorable à ceux qui la décident et défavorable à ceux qui la subissent.

Avec une politique de développement concerté des droits sociaux, un débat politique pour définir le système politique démocratique de l'Union et ses finalités, et un combat permanent pour atteindre à l'égalité homme/femme, notamment par le développement du principe de laïcité, l'Europe se réformerait utilement dans son fonctionnement institutionnel et sa gouvernance économique.

La jeunesse d'aujourd'hui

La jeunesse de chaque génération et de chaque époque c'est notre jeunesse à nous, et chacun s'y retrouve ; quelle que soit l'image que nous avons de nos jeunes, positive, négative, inquiétante, merveilleuse, n'oublions pas que c'est « le miroir », le reflet, de nous-mêmes. Ce sont nos enfants et nous nous sommes les géniteurs, les responsables, de cette jeunesse.

Même si la jeunesse européenne se réduit continuellement (les jeunes de moins de 25 ans représentent aujourd'hui un tiers de la population totale européenne) - alors que dans nombre de pays qui côtoient l'Europe elle représente près des deux tiers de la population – cette jeunesse est le maillon qui nous lie dans le temps, qui nous relie avec le passé et qui prépare l'avenir.

Sans elle point de régénération, sans elle point de mémoire future, sans elle point de repères. Si les guerres ont fait vieillir l'Europe, c'est toujours aux jeunes générations que l'on confie le soin de cette régénération.

La jeunesse que, précisément, on définit comme un « passage à l'âge adulte » ou comme une « adolescence » au sens étymologique (*adulesco* : « je grandis »). Le constat est implacable, on assiste à un allongement considérable de la durée de ce passage dans nos sociétés contemporaines. Sous l'effet de l'augmentation de l'espérance de vie, mais aussi d'un bouleversement plus général des âges, et compte tenu des difficultés économiques et du chômage, on quitte, de nos jours, l'enfance de plus en plus tôt pour entrer dans l'âge adulte de plus en plus tard. Pour les statisticiens, c'est désormais l'âge de 30 ans révolus qui fait office de seuil de maturité. Pour les sociologues, ce seuil s'allonge non seulement parce que la vie s'allonge, mais parce que désormais la maturité ressemble davantage à un horizon à construire qu'à un statut, un rôle plutôt qu'un vêtement prêt-à-porter.

Une génération perdue ou une variable d'ajustement ?

Le taux de chômage des 15-24 ans n'a jamais été aussi élevé, touchant 78 millions de personnes dans le monde sur un total de 205 millions tous âges confondus ; il est de 23 % en Europe. Mais cette moyenne déjà très élevée cache des disparités encore plus graves : il est encore de près de 50 % pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal, de près de 40 % pour l'Italie et la Croatie, de près de 30 % pour la France. Ce qui mérite bien le qualificatif de « génération sacrifiée », bien que ce soit la génération la plus éduquée que l'on ait jamais eue, mais force est de constater qu'ils aient fait des études artistiques ou d'ingénieur, les jeunes ne trouvent pas de travail.

C'est le BIT qui a souligné, qu'après la génération sacrifiée après la première guerre mondiale, aujourd'hui la crise risque de créer une « génération perdue », aujourd'hui ce sont plutôt deux voire trois générations perdues qui sont à craindre, ou à redouter.

Peu de croissance, un chômage fort, des salaires très bas, et peu de cohésion sociale sont le lot commun de nos jeunes générations, c'est bien la preuve que notre société va mal. Les prévisions de croissance ne sont pas très bonnes ; autour de 1,8/1,9 % pour les années 2016/2017 en Europe (sources CE, FMI, OCDE) sachant qu'il faut au-moins 1.5 % de croissance pour générer de nouveaux emplois. Beaucoup attendent un léger rebond mais tous s'accordent à penser que cela sera nettement insuffisant pour que le chômage des jeunes diminue durablement

D'ailleurs cette génération est utilisée comme une « variable d'ajustement » par le biais de stages, périodes d'essai, contrats à petite durée déterminée, qui ne sont que les expressions d'un travail quasi gratuit qui ne s'inscrit plus dans le droit du travail.

Cette situation génère une nouvelle pauvreté avec pour corollaire, faute de moyens, un état de santé précaire pouvant entraîner un réel problème de santé publique.

Une partie de la jeunesse ne croit plus en la capacité de l'Union européenne à porter une vision globale. Dans les faits, cela se traduit surtout par une défiance certaine envers les institutions communautaires, 53% des Européens ne leur feraient pas confiance.

Ces données traduisent la coexistence de deux jeunesse européennes. Une jeunesse enthousiaste, plutôt majoritaire, tirant profit des bienfaits de la mondialisation (programmes d'échanges, réseaux numériques, communautés virtuelles) et aspirant à un avenir meilleur ; une jeunesse sceptique, concentrée dans les pays du sud de l'Europe, qui se raccroche aux dernières lueurs de puissance de l'Etat

La jeunesse est la première victime de la situation économique

Peu de croissance, peu d'emplois et peu de cohésion sociale pour nos jeunes générations, c'est bien la preuve que notre société va mal. Nous, citoyens, avons notre part de responsabilité ; mais dans notre travail, il faut que nous soyons actifs et efficaces. Nos réflexions doivent conduire à des prises de position et à des actions. Nous ne pouvons pas accepter de constater que, quand une petite partie de nos sociétés s'enrichit de plus en plus, une grande partie – dont toute notre jeunesse – s'appauvrit sans espoir de retour à meilleure fortune.

Première victime de la situation économique, la jeunesse se sent trahie par le double fait qu'ayant atteint un niveau d'études et de formation bien supérieur à ses aînés et ayant répondu favorablement à l'engagement de faire de longues études, le marché du travail actuel ne reconnaît plus cette excellence en proposant à notre jeunesse des emplois sous-évalués et sous-payés par rapport à son niveau de connaissances. Cette situation reflète un paradoxe où le savoir qui représente un coût pour la société et qui fut présenté comme le seul moyen de réussir sa vie, n'est plus un atout pour une bonne intégration sociale.

Les jeunes ont plutôt de grandes difficultés à entrer dans la vie adulte et à s'insérer socialement, mais peut-on parler raisonnablement de « génération sacrifiée » ?

La génération sacrifiée signifie que les jeunes entrent dans la société avec un handicap qui va les accompagner toute leur vie. Cela reflète une crise latente d'intégration de la jeunesse, qui se joue sur deux terrains essentiels : l'école et le marché du travail. Le système éducatif européen est pensé avec l'obsession de la sélection des élites.

L'idée est d'écramer pour garder les meilleurs. Les autres sont éjectés vers des filières au rabais. On élimine et on génère une peur de l'élimination chez les jeunes. Le système ne parvient pas à construire l'estime de soi chez les jeunes, la clé de la réussite. En plus, cette sélection se fait sur une base très académique, avec un clivage croissant entre cette culture scolaire et la culture des jeunes. On assiste ainsi à une rupture entre la jeunesse et l'école, ce qui est très inquiétant.

Ban Ki Moon, alors Secrétaire général des Nations Unies, déclarait dans l'un de ses discours, qu'il faut «redoubler d'efforts pour faire plus participer les jeunes, pour un monde meilleur».

D'autre part, Klaus Schwab, professeur d'économie suisse, Président fondateur en 1971 du *World Economic Forum*, a déclaré à Davos fin janvier 2011 – il y a donc maintenant 5 ans - que « la crise financière qui s'est transformée en crise économique puis en crise sociale, risque aujourd'hui de tourner à la guerre des générations ».

Pour éliminer ce risque il faut plus d'écoute, plus d'implication, plus d'accompagnement afin que les jeunes n'aient plus l'impression d'avoir été abandonnés. On doit engager une réflexion sur la place actuelle et à venir de la jeunesse dans une société vieillissante.

Les réseaux sociaux : une jeunesse sur la voie de la liberté et de l'intégration sociale

Une autre scène du débat public, celle de l'Internet, capte la curiosité des jeunes. Ils sont plongés dans cette socialisation originale qui use de toutes les ressources des outils de communication. Ainsi la nouvelle génération attend davantage, pour faire bouger les choses non sur un plan strictement politique partisan, auquel elle ne croit plus guère, mais sur un plan culturel, social et sociétal.

La jeunesse européenne dans ces conditions se trouve confrontée à une situation paradoxale. Ouverte sur le monde grâce aux technologies dérivées d'internet, cette jeunesse n'est plus donc portée à défendre la société qui l'a élevée et qui n'est pas à même de lui donner les moyens de s'accomplir. Mais elle n'a pas perdu les idéaux qui lui ont été inculqués même si elle est sans illusion sur leur proche réalisation.

Par ailleurs, Internet propose des outils de débats qui permettent d'attirer un public qui se méfie de l'embrigadement idéologique propre aux partis politiques ; c'est un marqueur culturel très fort de notre époque. C'est dans cet espace bouillonnant, non médiatisé par les institutions et les grands médias, que se forge une autre conception du rapport à la « *res publica* ».

Cela renvoie à un trait très fort de la culture « jeunes » actuelle : la valorisation d'être ensemble et du partage collectif des émotions. Il y a ici un paradoxe. On assiste à un repli identitaire de la jeunesse, avec une culture un peu à part du reste de la société et la volonté de rester entre pairs. Mais avec ce mouvement, elle réintègre aussi la société, où elle fait passer des messages d'intérêt collectif en s'organisant en groupes de pression (ex. *Robin Hood tax*, ou taxe Tobin, le mouvement des jeunes « indignés » en Europe, « Nuit Debout » ...), en réagissant elle participe au changement de la société.

Une profonde réforme de la société s'impose

C'est le sens de la cohésion sociale qui guide notre action ; notre jeunesse est malmenée et trop souvent sans espoir.

L'indignation de Stéphane Hessel on la trouve après le 15 Mai 2011 dans les places le plus importantes des villes espagnoles, lesquelles seront occupées par des milliers de jeunes plusieurs semaines durant. Les acteurs politiques ne comprennent pas qu'est ce qui se passe. Il y a des experts qui considèrent que la nouvelle et que l'importance du mouvement ont été une création des media.

On pense que les récentes élections régionales et administratives sont beaucoup plus importantes que les démonstrations des jeunes indignés. Les partis politiques ou les syndicats n'ont pas compris que le « 15 mai » c'est un mouvement plus réformiste que révolutionnaire, clairement pacifique, très critique avec la présente situation et avec le conformisme d'une classe politique endormie et, quelques fois, affairiste.

Ce mouvement a été répandu en Europe, passant par la Grèce, le Portugal, l'Irlande et l'Italie. A chaque pays le mouvement a été principalement « dirigé » par les jeunes qui s'organisent en groupes à travers notamment les facilités de l'internet. Il n'st pas retombé aujourd'hui ce qui montre bien qu'il est un vrai mouvement de fond.

Les jeunes ont encore manifestés ce week-end -, comme *Occupy Wall Street* aux USA, le mouvement « Nuit Debout » en France est très symptomatique du souhait de nos jeunes à « faire changer le monde », à faire bouger les choses », à révolutionner le système. Quand nous parlons d'un changement profond de paradigme nous ne disons pas autre chose.

Quand nous disons qu'il faut écouter la jeunesse, pour mieux l'entendre, c'est de cela que nous voulons parler : être attentif à tous les mouvements de nos opinions pour bien en comprendre les attentes profondes.

Il apparaît que la fausse richesse qu'étale notre société de consommation ne peut cacher les graves difficultés qu'affronte la jeunesse européenne. Si nous voulons que l'avenir soit une chance à offrir aux jeunes, hommes et aux femmes de l'espace européen, il faut que les décisions que devront prendre les autorités politiques ne reposent pas sur l'idée erronée que la richesse financière actuelle serait inépuisable, et qu'il faut laisser le destin du monde entre les mains des économistes et des financiers.

Il convient tout d'abord de faire confiance aux jeunes et de favoriser l'émergence de valeurs morales, seules susceptibles de conduire à bâtir un monde où des hommes et des femmes, égaux en droits et en devoirs, en toute liberté et responsabilité, construisent leur avenir par l'activité partagée, assument une solidarité active prenant en compte la dimension intergénérationnelle, familiale, personnelle, et développent des démocraties où le mérite personnel sera plus applaudi que le montant du compte en banque.

Répétons-le : Nous ne pouvons pas accepter de constater que, quand une petite partie de nos sociétés s'enrichit de plus en plus, une grande partie – dont toute notre jeunesse – s'appauvrit sans espoir de retour à meilleure fortune.

Dans ce cadre les objectifs de notre action et nos suggestions, en faveur notamment de notre jeunesse, sont :

- une meilleure participation des jeunes et des organisations de jeunesse dans la société et dans les processus décisionnels ; il faut en faire des partenaires reconnus des institutions internationales,
- avoir la volonté d'offrir l'envie aux générations de réapprendre à vivre ensemble pour se reconnaître en tant que partenaires de vie et s'ouvrir à la pluralité.
- favoriser l'accès des jeunes au logement.
- améliorer la compréhension interculturelle, la démocratie, le respect, la diversité, les droits humains, la citoyenneté active et la solidarité.
- favoriser l'apprentissage et la recherche d'emploi, mettre en place une rémunération qui permet de vivre dignement.
- établir l'égalité des droits et des chances pour les jeunes en Europe.
- freiner la montée d'un système qui soumet trop la jeunesse aux puissances financières.
- adopter également des mesures non marchandes et mettre en place les actions correspondantes pour contribuer à la formation du citoyen, formation conçue comme une sorte de parcours initiatique favorisant l'émancipation individuelle (liberté d'être et de penser) au sein de la société.
- créer un fonds alimenté par une taxe sur les mouvements de capitaux et destiné à :
 - Mettre des capitaux sous certaines conditions à la disposition des jeunes ou d'entrepreneurs s'engageant à employer durablement des jeunes pour développer des entreprises dans tous les secteurs économiques mais avec une priorité pour les entreprises créatrices de biens matériels d'usage courant ;
 - Apporter des subventions aux entreprises qui s'engageraient à conserver et à transmettre aux jeunes des traditions de métiers, c'est-à-dire qui poursuivraient dans un secteur particulier les traditions professionnelles de sorte à ne pas perdre certaines techniques qui pourraient un jour se réinvestir dans des métiers artisanaux ou industriels sur des marchés particuliers.

Pour nous, tout cela a un but : redonner à la jeunesse de l'espérance, l'envie de créer, le goût d'agir ensemble et en commun ; ainsi le futur devient-il directement l'horizon d'une responsabilité commune et intergénérationnelle.

Création d'une Charte de cohésion sociale et de solidarité

Parce que la cohésion sociale nous paraît essentielle pour la société européenne, et encore plus aujourd'hui pour les plus jeunes générations, il est fondamental de proposer une charte européenne de cohésion sociale en une dizaine de points.

- Ré-démocratiser nos sociétés, les lois ne peuvent pas être passées soit par des mémorandums ou ordonnances ; les peuples ne le supportent plus, nos jeunes encore moins

- Unifier la fiscalité sur un socle de dettes apurées
- Moraliser le rapport capital/travail et taxer partout toutes les transactions financières
- Instaurer un revenu minimum d'existence, garant de la solidarité universelle
- Garantir la protection et l'accès à la justice pour tous
- Promouvoir une Europe des savoirs pour une compréhension mutuelle des peuples.
- Prévoir et gérer les phénomènes migratoires, sources de richesses pour les peuples.
- Favoriser une croissance durable et maîtrisée par la responsabilisation et l'exemplarité
- Faire du travail une activité économique et sociale humaniste, contribuant au bonheur
- Garantir la séparation du religieux et de l'état, assurant la liberté absolue de conscience
fondement de la laïcité
- Promouvoir la souveraineté et la citoyenneté européenne garantie d'une démocratie participative.

L'espoir est une caractéristique majeure

De nouvelles architectures sociales sont expérimentées dont les principes sont la solidarité, le partage, l'amélioration de la morale de la société et des individus qui la composent. Ces constructions doivent s'adosser sur le travail en commun ou en réseau, l'économie sociale et solidaire où les salariés se partagent le capital, la valorisation des initiatives, la création d'emplois nouveaux dans les domaines de l'écologie, du médical, des techniques de pointe, de l'informatique, du social, de la culture, autant de projets qui doivent s'inscrire dans une démarche de transformations sociales au sein d'une société qu'il faut convaincre de la nécessité de l'altruisme et de l'intérêt général.

De nos jours, l'Europe de la citoyenneté et des droits sociaux, comme le monde entier, se révèle être principalement un espace de libre échange. La crise laisse place une nouvelle fois au doute, à l'émergence de populismes, d'extrémismes et de xénophobies.

Et dans cette réalité affligeante les jeunes se trouvent les plus touchés par le chômage, l'isolement, l'insatisfaction et l'instabilité qui nourrissent la peur de l'avenir, la peur de l'autre ; ils sont également angoissés et se croient incapables de faire bouger la société.

Alors, notre rôle est de leur donner de l'espoir ; et de l'autre côté il faut faire des choses simples pour susciter leur intérêt et favoriser le dialogue, couvrir leurs besoins, utiliser l'art comme un moyen et être un lieu convivial de rencontre et de libres échanges, surtout les informer et leur démontrer de façon tangible « la valeur » de nos valeurs.

Il faut les rassurer, leur présenter notre message positif et notre ardeur à nous battre continuellement ; on peut également favoriser la consolidation du sentiment d'identité et de citoyenneté européennes, d'une cohésion sociale recherchée. Luttons avec eux contre un conformisme de mauvais augure dans un monde globalisé où la capacité d'adaptation, l'aptitude à l'innovation, et l'esprit d'initiative sont les clés de la survie.

Vivre ensemble : laïcité et solidarité

Le vivre ensemble est le cœur de notre problématique et la laïcité est le ciment qui le permet, quelles que soient les opinions et les croyances des uns et des autres.

En marquant un espace public et un espace privé, il est mis l'accent sur ce qui rapproche les hommes et non sur ce qui les sépare ; ainsi la laïcité bannit tout ce qui peut diviser. Sa seule exigence est la liberté absolue de conscience.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut quitter cette attitude égocentrique, et comme premier point de notre objectif et de notre réflexion, garantir la poursuite d'une société meilleure. C'est le seul moyen de se pencher utilement sur notre jeunesse.

Pour ce faire, il nous semble fondamental de :

- Construire une Europe solidaire en bannissant les politiques d'austérité qui se sont révélées ruineuses et sans issue, dévastatrices pour le tissu social ; tout se passe comme si l'Europe n'était plus une solution mais un problème.
- Renforcer la démocratie par une réforme institutionnelle, où l'exécutif rendrait des comptes directement au Parlement. Lutter contre un fort sentiment de déclassement face à des inégalités qui augmentent.
- Travailler à humaniser la mondialisation, car les stratégies d'évitement fiscal des multinationales sont un des "moteurs" des inégalités. Créer une économie durable, un modèle démocratique et participatif. avec un triple objectif : résister à la déshumanisation de nos sociétés, responsabiliser les titulaires du pouvoir et anticiper sur les risques à venir.
- Lutter contre la corruption par une morale et une éthique politiques, lutter avec détermination contre la corruption, mettre en place des organes indépendants de contrôle du financement des partis politiques et protéger les lanceurs d'alerte.
- Préserver les intérêts européens dans le dialogue Nord / Nord : La construction européenne nécessite des transferts de souveraineté des nations vers l'Union dans le respect du modèle social européen. Les négociations TAFTA (*Transatlantic Free Trade Agreement*) ou TTIP (*Transatlantic and Investment Partnership*) ou PTCI (Projet de Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement) doivent être transparentes, se faire dans le respect du modèle social européen, de la garantie de la maîtrise des choix des peuples d'Europe, et dans un processus démocratique.

- Équilibrer le dialogue Sud / Nord notamment dans la gestion de l'immigration, en gérant mieux les migrations régulières pour mieux combattre les migrations irrégulières. Si le combat contre la pauvreté et l'ignorance doit être mené au nom de la solidarité, au nom de la justice, il doit l'être aussi au nom de la raison.

Conclusion

L'Union Européenne se construit autour de valeurs mises à mal par une mondialisation qui ne garantit plus l'amélioration du niveau de vie de la majorité des citoyens, voire conduit à leur précarisation, entraîne inégalités et déconstruction de l'état social, menace l'environnement et provoque la montée des populismes.

Les Institutions européennes apparaissent très éloignées des préoccupations quotidiennes des citoyens qui se sentent réduits à de simples figurants. Pire, la politique européenne est le plus souvent vécue comme favorable à ceux qui la décident et défavorable à ceux qui la subissent.

Avec une politique de développement concertée des droits sociaux, un débat politique pour définir le système politique démocratique de l'Union et ses finalités, et un combat permanent pour atteindre à l'égalité homme/femme, notamment par le développement du principe de laïcité, l'Europe se réformerait utilement dans son fonctionnement institutionnel et sa gouvernance économique.

En retrouvant le sens de la justice et en œuvrant à une politique sociale, l'Europe trouverait le sens des solidarités constitutives du ciment qui doit nous unir. Un dialogue équilibré avec le reste du monde doit apporter paix, sécurité et droits de l'homme.

Jean-Michel Reynaud

Président-coordonateur de COMALACE

Rapporteur à Bruxelles le 1^{er} juin 2016

Les travaux du Groupe COMALACE : 2009/2015

2009 : Les différentes perceptions de la laïcité en Europe

2010 : Contribution à la citoyenneté européenne

2011 : Quelles propositions la Franc-maçonnerie peut-elle faire pour répondre aux aspirations de la jeunesse ?

2012 : Le travail, l'emploi et la solidarité pour une indispensable cohésion sociale

2012 : Les politiques sociales en faveur d'une solidarité intergénérationnelle : différentes perspectives en Europe.

2013 : La citoyenneté européenne à l'épreuve des faits

2013 : Construire l'Union Européenne par le social

2014 : Le devenir de l'humain dans la politique sociale de l'Europe : innovation et citoyenneté

2015 : L'Europe que nous aimons : 10 idées force.

En cours pour 2016 : Vers une nouvelle gouvernance européenne